

# Pourquoi la loi « pouvoir d'achat » ne sera pas si simple que cela à faire passer cet été

Prolongation de la remise carburant, nouvelle prime inflation... Le gouvernement compte présenter son plan en juillet. Ce sera le premier test sur sa capacité à trouver une majorité

 Ouest-France  
Jacques SAYAGH.  
Modifié le 21/06/2022 à 09h55  
Publié le 21/06/2022 à 09h47



La loi pouvoir d'achat sera complétée par une loi de finances rectificative. Mais le gouvernement trouvera-t-il une majorité pour faire adopter ces textes ? Voici des éléments de réponses.

## Où en est le projet de loi sur le pouvoir d'achat ?

Ce plan, destiné à aider les Français à faire face à l'inflation, devrait être présenté en conseil des ministres le 6 juillet et débattu à partir du 18 juillet. Il prévoit la prolongation de la remise de 18 centimes par litre de carburant jusqu'à fin août. Et la poursuite du blocage du tarif réglementé du gaz jusqu'à fin 2022. Par ailleurs, une nouvelle prime inflation serait versée à la rentrée.

Le projet comprend également la revalorisation des retraites de base de 4 %. Des prestations sociales doivent également être augmentées. C'est aussi le cas du point d'indice des fonctionnaires, gelé depuis plusieurs années. Enfin, la redevance télé serait supprimée.

## Quel coût ?

La suppression de la redevance priverait par exemple l'État de trois milliards d'euros par an. Il faut y ajouter cinq milliards pour la prolongation du bouclier tarifaire en matière de gaz. Et 1 à 2 milliards pour chaque majoration de 1 % du point d'indice des fonctionnaires.

## Ces dépenses sont-elles financées ?

Non. D'où la préparation de deux textes : la loi pouvoir d'achat proprement dite et un projet de loi de finances rectificative (PLFR), à savoir une révision du Budget 2022. Rappelons que le Budget, voté chaque année à l'automne, est le moment clé de la vie parlementaire. **« Il traduit les priorités économiques de la majorité, »** souligne François Ecalle, spécialiste des finances publiques. **« Il est assez rare que l'opposition le vote. »**

Certes, un budget rectificatif revêt une dimension symbolique moindre. Néanmoins, ce PLFR est crucial, vu les montants engagés. Et Ensemble ! n'est pas assuré de le faire adopter, faute de majorité absolue. Pas sûr que NUPES et RN, qui prônent des mesures plus radicales (blocage des prix, baisse de la TVA...), se retrouvent dans ces propositions. A moins qu'ils n'en votent qu'une partie.

Et un accord global? **« La seule coalition possible me paraît être entre Ensemble ! et une partie des Républicains, »** poursuit François Ecalle. **« Les programmes sont assez proches, à une réserve près. Depuis cinq ans, LR reproche à Emmanuel Macron de dilapider l'argent public et réclame des économies. »** « » Reste à savoir si le gouvernement est disposé à faire des concessions à LR. **« Ce sera le premier test sur sa capacité à trouver une majorité. »**